

Après un 1^{er} trimestre déjà tonique, **l'activité s'est encore accrue** en Loir-et-Cher durant le printemps. Les **chiffres d'affaires** sont ainsi sensiblement **plus élevés** qu'à la même période de l'an dernier. Les **volumes de marchandises exportées** sont particulièrement **étouffés**, des branches habituellement peu présentes sur les marchés étrangers ayant apporté une contribution supplémentaire en ce domaine. Cette situation est d'autant plus à souligner que les résultats sont décevants pour l'ensemble de la région (recul assez net).

Confortées par une conjoncture porteuse depuis quelques mois, les **entreprises investissent** aujourd'hui **davantage**. Les réalisations des deux premiers trimestres 2007 sont les meilleures enregistrées au cours des 11 dernières années. Une pause est toutefois constatée dans la **construction de nouveaux locaux destinés aux activités**: des **chantiers de grande envergure sont en cours**, en particulier dans la logistique

Autre **point fort** sur lequel le Loir-et-Cher peut continuer de s'appuyer: la **construction de logements**. Les niveaux sont toujours élevés en ce qui concerne la maison individuelle, et les programmes collectifs ont été très fournis cette fois-ci. Là encore, la **dynamique loir-et-chérienne** tranche avec la **morosité régionale**. De surcroît, les permis de construire ne laissent présager aucun ralentissement pour les prochains mois.

Pas de relâchement non plus **dans la création d'entreprises**. Il semble même que depuis le début de l'année, un palier supérieur ait été franchi par les ressortissants de la CCI. Dans

l'artisanat, pas de progression notable mais des volumes toujours importants. En données annualisées, l'excédent des immatriculations sur les radiations est impressionnant (190 unités). Il repose cependant pour l'essentiel sur deux activités, le bâtiment et les services.

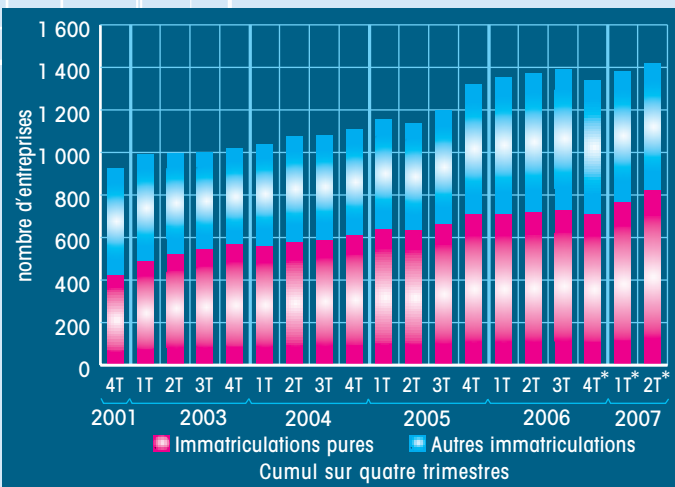
Les **besoins en main d'œuvre s'accroissent** logiquement pour faire face aux commandes. Les **intentions d'embauche**, comme les **offres collectées** par L'ANPE **s'inscrivent en hausse** de façon très significative. Pour les dernières citées, on note que ce sont les emplois durables qui tirent le plus la tendance. Selon les données de l'URSSAF (corrigées des variations saisonnières), le département aurait de nouveau **gagné des postes de travail**, près de **300** entre avril et juin.

Simultanément, le **chômage** est **toujours en repli**, bien que celui-ci soit moins prononcé. Signe patent de l'amélioration du marché de l'emploi, le **recul est particulièrement important pour les demandeurs inscrits depuis un an et plus**. Au 30 juin, le **taux de chômage** du Loir-et-Cher est de **6,7 %**.

Au vu de l'ensemble des indicateurs, **l'économie départementale se porte bien**. Il convient toutefois de **se garder de toute analyse trop optimiste**, si l'on en juge par les prévisions en matière de croissance au plan national. Les **instituts de conjoncture** n'ont en effet cessé de **revoir à la baisse** leurs prévisions. À l'heure actuelle, on se situerait autour de 1,8 %, alors qu'en début d'année, ils tablaient plutôt autour de 2,2 %. Le second semestre risque donc d'être beaucoup moins dynamique que le premier.

UNE ACTIVITÉ ENCORE TRÈS BIEN ORIENTÉE

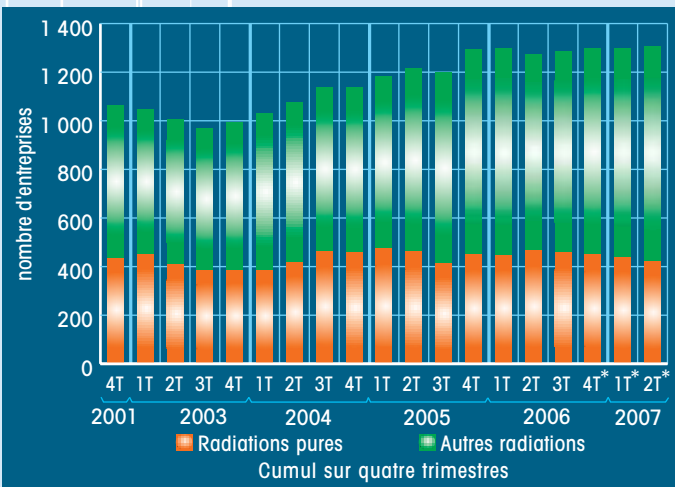
1 CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher

* données provisoires

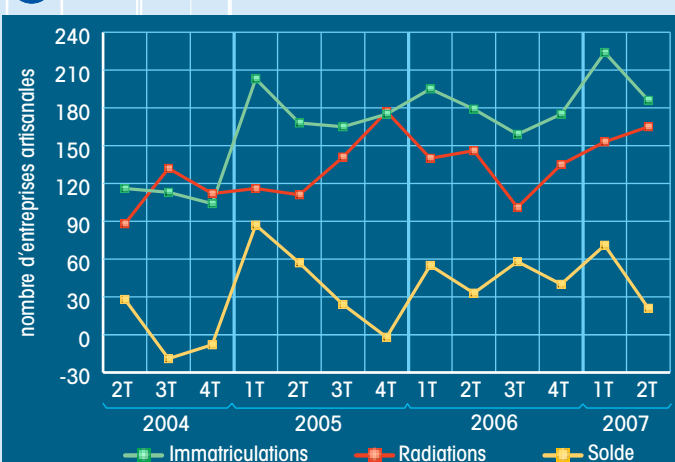
2 RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher

* données provisoires

3 MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



source Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

Toujours beaucoup de créations d'entreprises

Poursuivant sur la lancée du 1^{er} trimestre, les créations d'entreprises seraient à l'un de leurs plus hauts niveaux, selon les données provisoires de la Chambre de Commerce et d'Industrie, avec un total de **240 immatriculations pures** ①. À noter que le résultat du trimestre précédent a été revu légèrement à la hausse (245 immatriculations). Un palier supérieur semble donc avoir été franchi. En revanche, l'évolution serait un peu différente selon les branches d'activité ; certaines auraient un dynamisme moindre qu'au 2^e trimestre 2006 : industrie, transports, services collectifs. L'essentiel du gain serait à porter au crédit du commerce, ainsi que des services aux entreprises. **En données cumulées sur 12 mois**, le résultat serait supérieur d'une soixantaine d'unités au précédent et atteindrait **823 créations**.

Les résultats des **radiations** ② sont définitifs pour les trois premiers trimestres 2006. Sur l'ensemble de l'année dernière, elles se situeraient autour de 450, exactement au même niveau qu'en 2005. **Le solde serait en conséquence positif de 260 unités**, ce qui représente un volume considérable. Il reposerait pour l'essentiel sur les résultats de la construction et des services aux entreprises.

Sans rééditer la performance exceptionnelle du 1^{er} trimestre, les **immatriculations d'entreprises artisanales** ③ sont une fois de plus très fournies : **186** entre avril et juin. Cependant, le nombre des **radiations** continue à augmenter, confirmant la précarité d'une partie non négligeable des entreprises créées au cours des deux dernières années. La Chambre de Métiers et de l'Artisanat en a enregistré 165 durant ce printemps, soit entre une douzaine et une vingtaine de plus que durant les trimestres de référence. En **cumul sur 12 mois**, on compte **744 immatriculations** (+ 30) et **554 radiations** (- 60), ce qui génère un **solde positif de 190 unités**. le Bâtiment (+ 142) et les Services (+ 39) sont toujours les éléments moteurs de cette dynamique.

L'ACTIVITÉ A CONTINUÉ DE CROÎTRE AU 2^E TRIMESTRE

Poursuivant sur sa lancée, l'activité a encore augmenté au cours du printemps. Le montant des chiffres d'affaires des entreprises du département ① aurait en effet atteint 2,77 milliards d'euros, selon les informations des Services Fiscaux et serait en hausse de 3,7 % par rapport au 1^{er} trimestre et de 14,0 % par rapport au printemps 2006. En données cumulées sur les 12 derniers mois, le montant global a ainsi dépassé les 10 milliards d'euros (10,276 exactement), en progression de 13,2 % sur le précédent.

Cette activité plus intense transparait également à travers l'accroissement du recours à l'intérim. L'URSSAF a comptabilisé 30 614 déclarations préalables à l'embauche ② déposées par les agences, soit 8,2 % de plus qu'au printemps 2006. En cumul annualisé, on compte 113 315 intentions d'embauche au titre de l'intérim ; ce résultat est supérieur de 11,7 % au précédent.

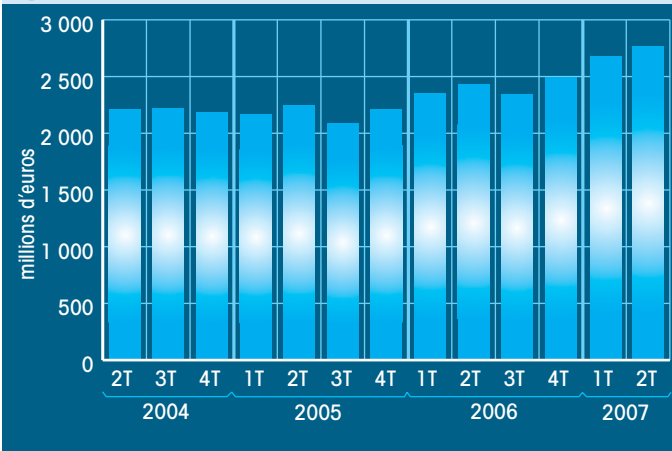
La part des cotisations URSSAF¹ restant dues à l'échéance ③ apparaît légèrement plus élevée qu'au 2^e trimestre 2006 : 0,86 % fin juin, contre 0,79 % un an auparavant. Le niveau reste cependant parmi les plus faibles enregistrés depuis plusieurs années et, globalement, aucune dégradation de la trésorerie des entreprises n'est signalée. On remarque toutefois que le Romorantinais est un peu plus concerné (1,92 %, contre 1,19 % en juin 2006).

LES ÉCHANGES COMMERCIAUX SE SONT ENCORE ÉTOFFÉS

Les échanges commerciaux avec l'étranger ont été particulièrement soutenus durant ce printemps, confirmant la bonne tendance antérieure. Les entreprises du département ont exporté pour 481,4 M € de marchandises ④, soit un gain de 10,7 % par rapport à cet hiver et de 27,9 % par rapport au 2^e trimestre 2006. Il s'agit du total le plus élevé des 11 dernières années. Ce résultat tranche une nouvelle fois avec celui de la région, qui affiche une baisse plutôt marquée (autour de 10 % quelle que soit la période de référence). On peut remarquer que la progression en Loir-et-Cher entre avril et juin est due en grande partie aux performances de branches habituellement peu exportatrices. En données cumulées sur douze mois, l'activité leader (chimie-pharmacie-cosmétiques) tire la tendance, soutenue par les industries

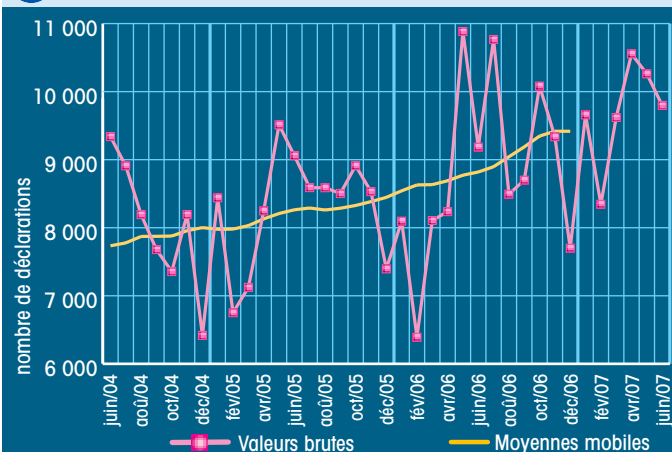
(1) À partir du 1^{er} trimestre 2003, l'URSSAF de Loir-et-Cher a recalculé le montant des cotisations liquidées et des restes à recouvrer en tenant compte du versement des cotisations du département quel que soit le lieu où elles sont encaissées. Les champs étant différents, les chiffres ne sont pas comparables à ceux de l'ancienne série.

① CHIFFRES D'AFFAIRES DES ENTREPRISES



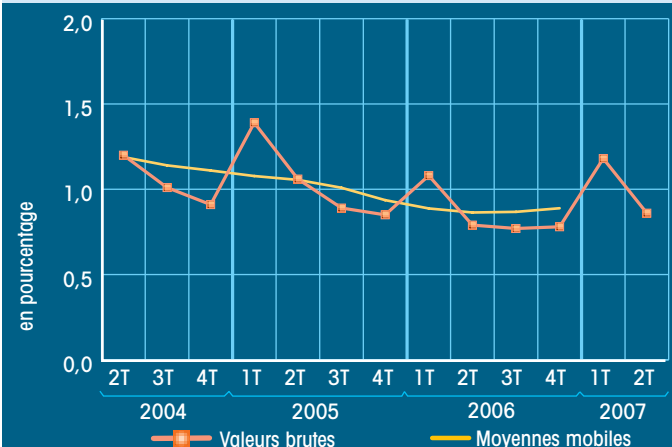
source Direction des services fiscaux : à partir du 1^{er} janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

② RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



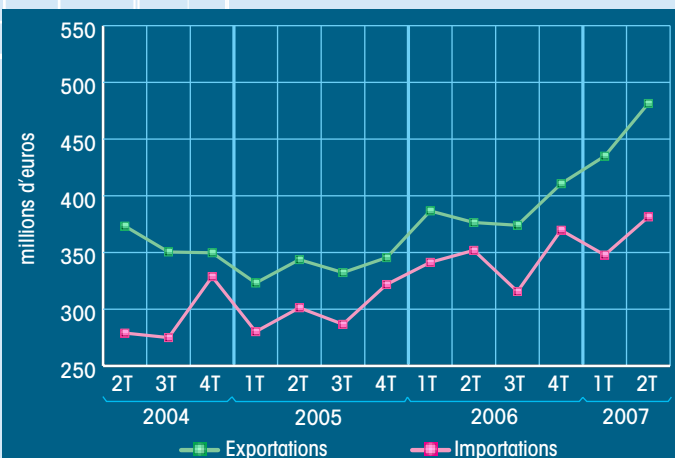
source URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

③ TAUX DE RESTE À RECOUVRER DES COTISATIONS URSSAF



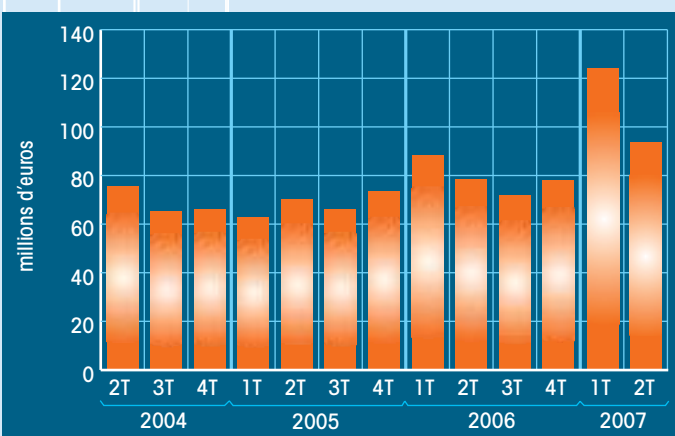
source URSSAF - Services statistiques régionaux

4 COMMERCE EXTÉRIEUR DE PRODUITS INDUSTRIELS



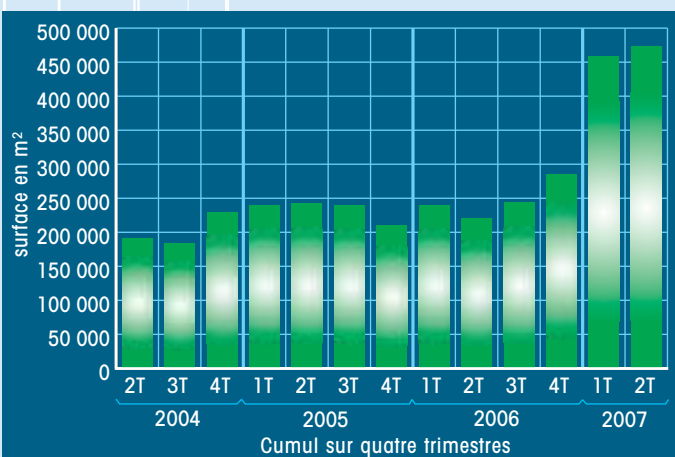
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

5 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux. Nouvelle série à partir du 1^{er} janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

6 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres.

agroalimentaires; en revanche, on note un tassement des ventes à l'extérieur pour les équipements automobiles et les machines.

Après leur léger repli de cet hiver, les **importations** sont reparties à la **hausse** entre avril et juin avec un montant de **381,4 M €**. Elles ont **augmenté de 9,7 % en trois mois**. Là encore, la position du Loir-et-Cher se révèle beaucoup plus favorable que celle de l'ensemble du Centre. La plupart des activités **liées à l'investissement des entreprises** (machines de tous types notamment) sont de nouveau orientées positivement. En **cumul annualisé**, les importations départementales sont **supérieures de 8,7 %** à la période antérieure.

L'**excédent de la balance commerciale** a atteint **100 M €** au 2^e trimestre, soit trois fois plus qu'au printemps 2006 et + 14,7 % en trois mois. Au 30 juin, le **taux de couverture²** est de **126 %** en Loir-et-Cher et de 102 % pour le Centre.

LES ENTREPRISES

CONTINUENT À INVESTIR

Après le résultat record du 1^{er} trimestre, le montant des **investissements** **5** s'est logiquement inscrit **en retrait** entre avril et juin. Toutefois, il est demeuré à un **niveau très élevé : 93,8 millions d'euros**. Il s'agit tout simplement du **deuxième meilleur total** des 11 dernières années! Il dépasse de 19,4 % le volume du printemps 2006. En **cumul annuel**, les investissements atteignent 367 millions d'euros, soit près de 20 % de plus que durant la période antérieure.

Après le résultat exceptionnel du 1^{er} trimestre, la mise en chantier de **nouvelles surfaces destinées aux activités** **6** s'est montrée **beaucoup moins active** entre avril et juin : **49 450 m²** seulement. La réalisation des opérations lancées précédemment va mobiliser les entreprises pendant un certain temps. Très peu de surfaces dédiées à la logistique ont été commencées. La remarque vaut également pour l'industrie. Le **total cumulé sur 12 mois** demeure impressionnant : **473 731 m²**, plus de **deux fois le montant antérieur**. À l'opposé, le résultat régional est en recul (- 4,6 %). Les **nouveaux permis de construire accordés** en Loir-et-Cher portent sur des **superficies moindres** qu'au cours des trimestres précédents. Tous les secteurs sont concernés, à l'exception de l'agriculture. À noter que les autorisations délivrées au 1^{er} trimestre pour les bâtiments commerciaux n'ont donné lieu pour l'instant qu'à une concrétisation très partielle (moins de la moitié).

(2) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

Près de 300 emplois salariés de plus³

Après le léger tassement au 1^{er} trimestre, les effectifs salariés du Loir-et-Cher ❶ se seraient accrus de 0,3 % en données corrigées des variations saisonnières entre avril et juin, selon les données provisoires de l'URSSAF. Cela correspondrait à la création nette de 280 postes (perte de 150 au trimestre précédent). Le total départemental (hors fonction publique d'État et agriculture) serait ainsi porté à 82 282 salariés au 30 juin. Il serait supérieur de 0,9 % à celui du 30 juin 2006 (725 salariés de plus). La moyenne régionale est un peu supérieure: + 1,1 %.

Le Romorantinais aurait regagné ❷ environ la moitié des emplois perdus durant l'hiver, avec la création d'une centaine de postes en données corrigées (+ 0,6 %). Par rapport à juin 2006, l'avantage est de 1 % (150 salariés). Continuant sur sa lancée, le Vendômois aurait créé plus de 100 postes entre avril et juin (+ 0,7 %); en un an, ce sont ainsi près de 570 emplois supplémentaires qui auraient pris place dans le paysage économique de l'arrondissement (+ 3,7 %). En revanche, pas de décollage pour le Blaisois. Seulement 80 postes ce trimestre (+ 0,2 %), ce qui est très modeste au vu de la taille du bassin. Sur un an, l'évolution est d'ailleurs nulle.

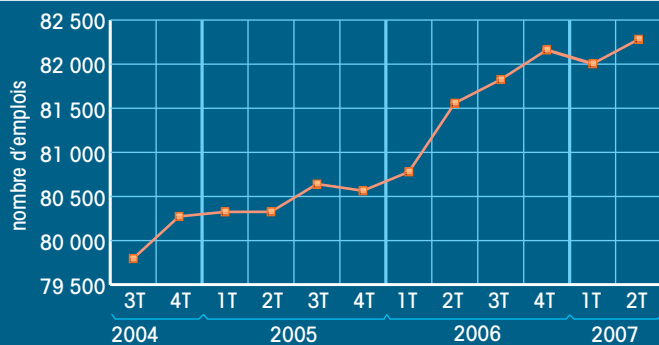
Une fois n'est pas coutume, la construction n'aurait pas créé de nouveaux postes entre avril et juin ❸. Sur un an, la croissance demeure néanmoins soutenue: + 200 emplois (+ 2,6 %). Le commerce aurait encore perdu quelques unités et se retrouverait exactement au même niveau qu'en juin 2006. Maigre bilan pour les services (une trentaine de postes supplémentaires en 3 mois); l'évolution annuelle apparaît en conséquence assez timide: + 1,2 % (380 salariés). L'intérim poursuit une tendance en dents de scie, au gré des fluctuations de l'activité. Durant ce printemps, c'était une phase positive: + 3 % (150 postes). Ce résultat fait d'ailleurs en totalité l'évolution annuelle. La bonne surprise du trimestre est apportée par l'industrie qui aurait gagné près de 120 salariés (+ 0,5 %), regagnant ainsi le terrain perdu au cours des trois trimestres précédents.

La perte serait en conséquence très minime (moins d'une vingtaine d'emplois) par rapport à juin 2006.

La masse salariale ❹ (toujours en données cvs) versée par les entreprises du secteur concurrentiel en Loir-et-Cher aurait augmenté de 1,2 % au cours du 2^e trimestre. Constat est donc de nouveau fait qu'elle croît plus rapidement que le nombre d'emplois. En un an, l'accroissement est de 4,1 %, comme en mars.

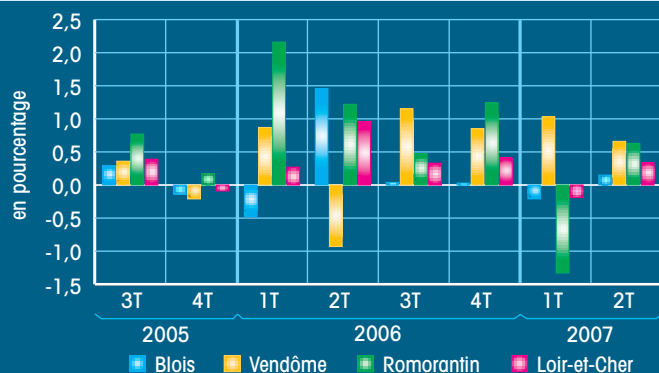
(3) rappelons que depuis le 1^{er} trimestre 2006, L'Indicateur 41 intègre l'exploitation des séries statistiques nouvellement diffusées par l'URSSAF sur l'emploi salarié et la masse salariale. Celles-ci sont disponibles par zone d'emploi et grand secteur d'activité, en données corrigées des variations saisonnières. Elles ne prennent pas en compte le secteur agricole. Les séries sont révisées sur les quatre derniers trimestres.

1 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS



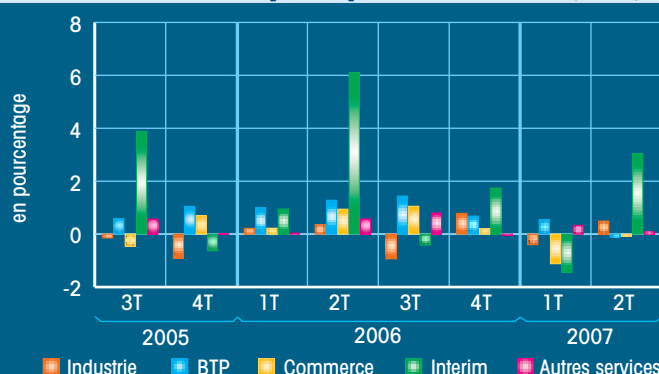
Source URSSAF de Loir-et-Cher

2 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS PAR ZONE D'EMPLOI (EN %)



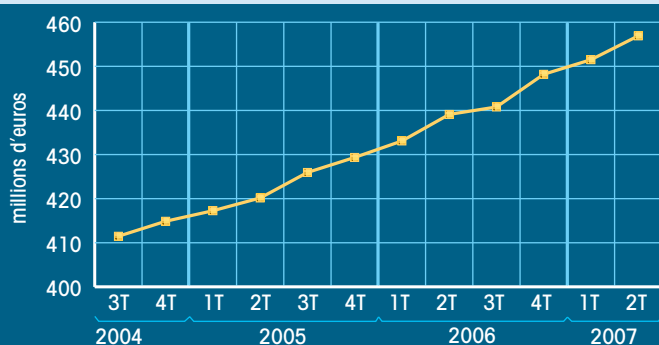
Source URSSAF de Loir-et-Cher

3 Évolution de l'emploi salarié EN DONNÉES CVS PAR GRAND SECTEUR (EN %)



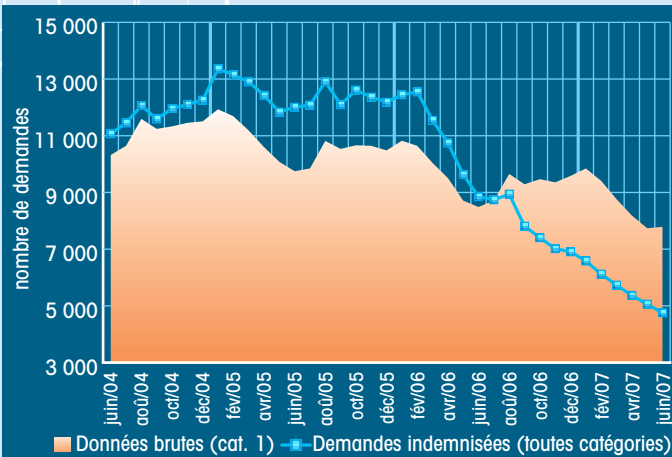
Source URSSAF de Loir-et-Cher

4 Évolution de la masse salariale EN DONNÉES CVS



Source URSSAF de Loir-et-Cher

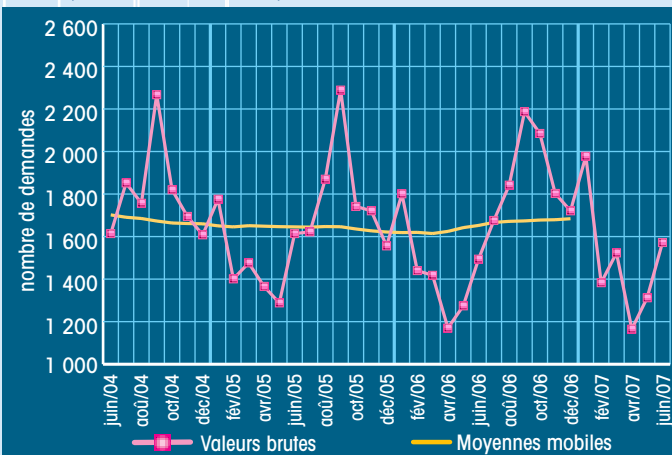
1 DEMANDES d'Emploi EN FIN de Mois (DEFM)



sources DRTEFP - ASSEDIC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

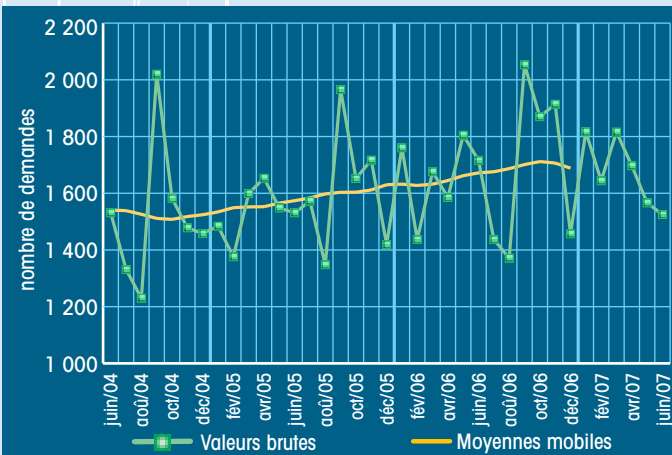
2 DEMANDES d'emploi ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi enregistrées: représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES d'emploi SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi sorties: représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

UNE BAISSÉ MOINS PRONONCÉE DU CHÔMAGE

En **données corrigées** des variations saisonnières, le chômage a reculé de **1,4 %** au printemps. Ce résultat apparaît plus modéré que le précédent. Il est légèrement inférieur aux performances du Centre (- 2,7 %) et de la France (- 3,6 %). En **données brutes** ①, le Loir-et-Cher compte **7785 demandeurs d'emploi** de catégorie 1 au 30 juin. Sur douze mois, la **baisse atteint 11,2 %**; le rythme de décélération se contracte quelque peu, tout en restant élevé. Il est identique à celui de la région et supérieur à celui de la France (- 10,6 %). **Toutes catégories confondues**, le nombre de chômeurs s'est réduit de **7,6 %** entre juin 2006 et juin 2007. On remarque en effet une augmentation des demandeurs non satisfaits ayant travaillé plus de 78 h le mois précédent leur inscription (cat. 6, + 5,9 %) et de ceux qui cherchent un autre emploi que celui qu'ils occupent (cat. 5, + 46 %).

Dans le **Vendômois** et le **Romorantinais**, le recul sur un an commence à être plus modéré, du fait des valeurs particulièrement élevées enregistrées depuis plusieurs trimestres. La comparaison se fait désormais avec des effectifs déjà restreints. Au 30 juin, il est de **5,9 %**. En revanche, le phénomène de fort repli est apparu plus tardivement dans la **zone de Blois**; il se poursuit donc (- 10,4 %).

Dans l'ensemble du **département**, l'**écart d'évolution** entre **hommes et femmes** est insignifiant (moins de 1 point). **Ce n'est pas le cas au sein des zones d'emploi**: avantage de 4 points pour les femmes dans le Blaisois, alors que les hommes sont favorisés dans les deux autres, de 7 points en Vendômois et de 9 points en Romorantinais. Le chômage des jeunes baisse de nouveau moins vite que pour les autres tranches d'âge en Loir-et-Cher. Les rangs des **demandeurs inscrits depuis plus d'un an** continuent à se réduire vigoureusement (- 24,2 % en un an). Le personnel des emplois supérieurs (**cadres, techniciens et agents de maîtrise**) a toujours un **avantage** sur les autres qualifications (- 16,7 %), dont les évolutions sont situées dans une fourchette étroite.

Les **nouvelles inscriptions à l'ANPE** ② poursuivent leur tendance à la hausse; 2,8 % de plus qu'au printemps 2006 pour un total de **4049 demandes**. Comme depuis plusieurs trimestres, l'évolution est plus marquée que dans le Centre (- 0,7 %) et la France (+ 0,3 %). Les **inscriptions consécutives à une fin de mission** et celles liées à un **retour sur le marché du travail** (reprise d'activité) tirent de nouveau la tendance. En revanche, on enregistre une **baisse pour les licenciements**, particulièrement sensible pour ceux d'origine économique. En **cumul annualisé**, les entrées sont supérieures de 4,4 % à celles de la période antérieure, tandis qu'elles se replient légèrement (- 0,7 %) dans les territoires de référence.

Les **flux de sortie** des fichiers ③ se sont en revanche **contractés sensiblement**: **6,2 % de moins** qu'au 2^e trimestre 2006, pour un total de 4788 personnes. Ce phéno-

mène est plus accentué dans notre département que dans la région (- 3,8 %) et la France (- 1,3 %). Les motifs qui rassemblent habituellement le plus de demandeurs sont ceux qui concèdent les plus forts replis, en particulier les reprises d'emploi (- 12,9 %). En **données cumulées sur douze mois**, le total des sorties n'est supérieur que de 2,6 % à celui de la période antérieure (Centre: + 0,5 %; France: - 0,2 %).

Le **taux de chômage** ④ du **Loir-et-Cher** s'établit à **6,7 %** au 30 juin; il a encore perdu 0,2 point en 3 mois et se situe en retrait de 0,8 point par rapport à juin 2006. Les taux des trois zones d'emploi du département sont provisoires. Ils s'élevèrent respectivement à **6,1 % en Vendômois** (- 0,1 point en trois mois), **6,6 % dans le Blaisois** (- 0,4 point) et **7,4 % dans le Romorantinais** (+ 0,2 point). Ils sont de 6,9 % en région Centre et de 8 % en France. Il convient de signaler que l'INSEE s'apprête à sortir une nouvelle série, calculée différemment, qui devrait se traduire par une augmentation des taux.

DES OFFRES D'EMPLOI NOMBREUSES

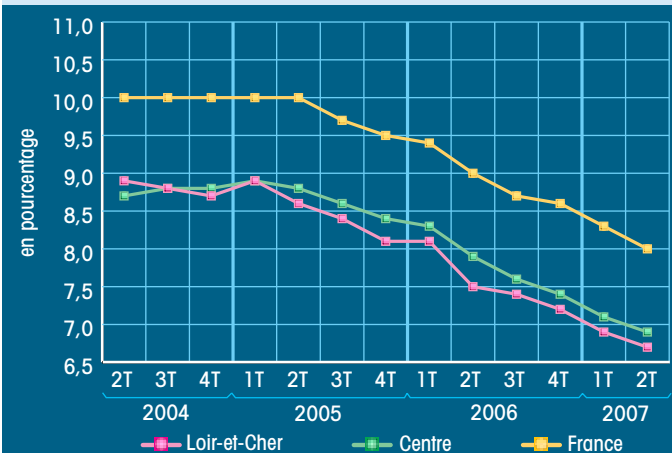
La collecte des **offres d'emploi** par l'ANPE a été spécialement **fructueuse** en Loir-et-Cher entre avril et juin: **4 149 offres** ⑤, ce qui constitue le deuxième meilleur résultat des douze dernières années. **L'augmentation globale de 4,4 %** par rapport au 2^e trimestre 2006 est due essentiellement aux offres **d'emploi durable** (plus de 6 mois), en **hausse de 20,7 %**, alors que celles d'emploi saisonnier (moins de 3 mois) diminuent de 38 %. Le résultat du département se situe entre celui de la région (+ 3,4 %) et celui du pays (+ 8,3 %). Les replis précédents sont compensés et, en **données cumulées** sur 12 mois, le total est quasiment inchangé. On remarque toutefois que les offres durables sont plus nombreuses alors que les autres s'amenuisent.

L'évolution des offres d'emploi est corroborée par celle des intentions d'embauche. L'URSSAF a recensé **16 206 déclarations préalables** (hors agriculture et travail temporaire) au 2^e trimestre ⑥, soit 13,6 % de plus qu'au printemps 2006. En **données cumulées** sur 12 mois, le total s'élève à 63 746; il est supérieur de 19,3 % au précédent. **Toutes les activités sont bien orientées**, les variations s'échelonnant de + 9,8 % pour les services aux entreprises à + 29,4 % pour la construction (industrie: + 15 %).

Bien qu'en progression par rapport au 2^e trimestre 2006, le CDI ne représente que 18 % des embauches directes comptabilisées par l'URSSAF. La part des CDD courts (moins de 30 jours) ne cesse d'augmenter; elle a atteint 46 % entre avril et juin. Le tertiaire représente à lui seul 95 % de ces contrats, l'industrie et la construction préférant l'intérim comme outil de flexibilité de la main d'œuvre. Le CDD long tient également une place importante dans les embauches (34 %), mais un peu plus faible qu'il y a un an.

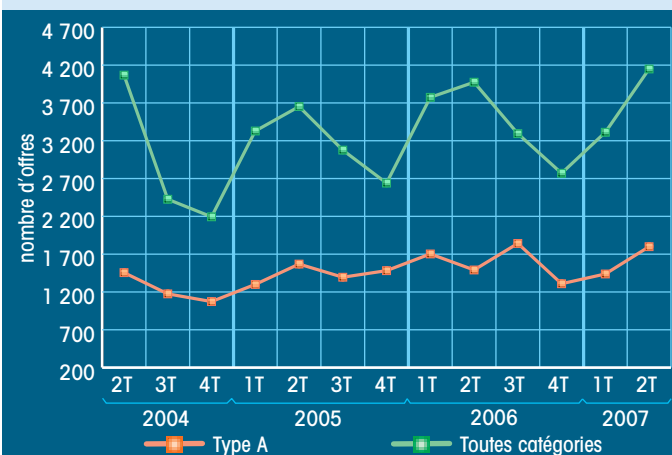
(4) La méthode de calcul des taux de chômage par zone d'emploi a été révisée et améliorée par l'INSEE. Les calculs prennent désormais en compte notamment les fluctuations saisonnières du marché du travail spécifiques à certaines zones. Les taux ont été recalculés sur l'ensemble de la période 1998-2006.

④ TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DRTEFP

⑤ OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source ANPE

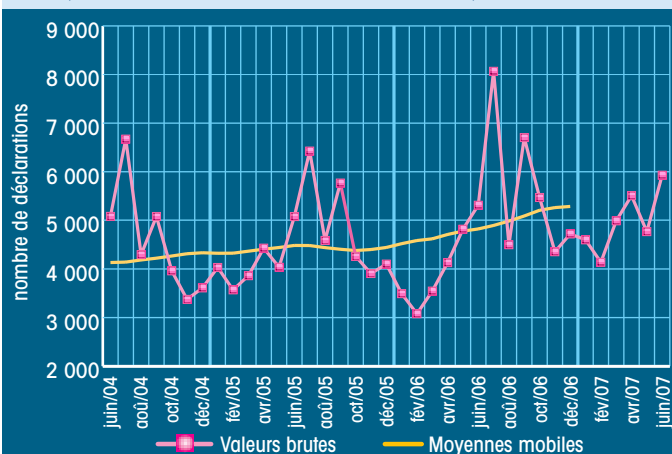
Définition des différentes catégories:

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

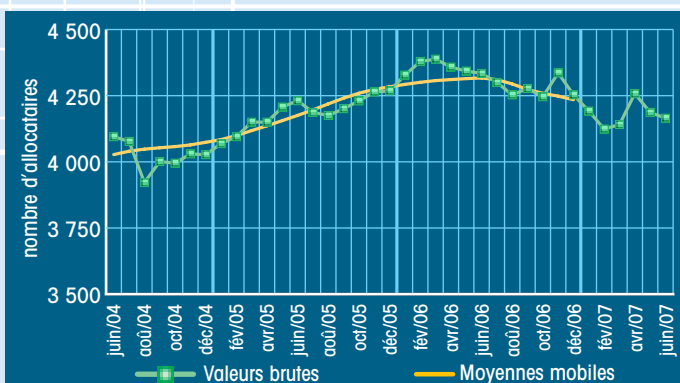
⑥ DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

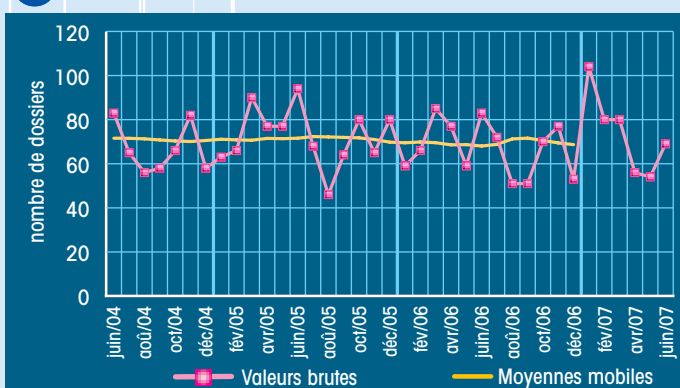
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres: toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



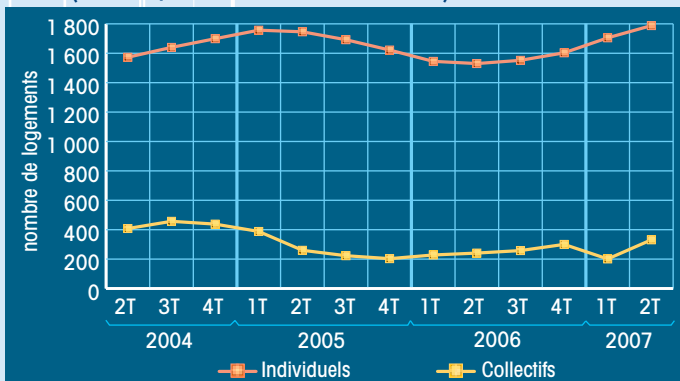
sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source secrétariat de la Commission de surendettement

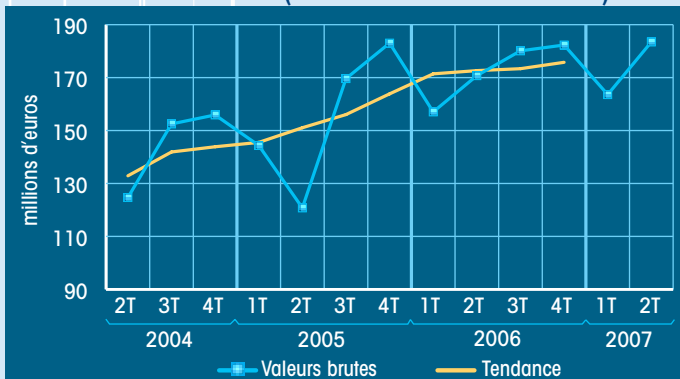
3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN (MONTANT DES TRANSACTIONS)



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

DES BÉNÉFICIAIRES DU RMI UN PEU PLUS NOMBREUX

Au 30 juin, le Loir-et-Cher compte **4 165 allocataires du RMI** ①, soit **0,6 % de plus** qu'au 30 mars. On remarque toutefois qu'après une hausse assez sensible en avril, leur nombre a ensuite reculé durant les deux mois suivants. Par ailleurs, Les effectifs sont **inférieurs de 3,9 % à ceux de juin 2006**. Aucune projection ne peut être établie pour les prochains mois, malgré le recul du chômage, la tendance demeurant très incertaine.

Activité beaucoup moins chargée au cours du printemps pour la commission de **surendettement** ② en Loir-et-Cher, par rapport aux deux trimestres précédents. Elle a en effet reçu **179 nouveaux dossiers**, soit 32 % de moins qu'au 1^{er} trimestre et **18,3 % de moins** qu'au printemps 2006. En **cumul annualisé**, le **total est très légèrement inférieur** au précédent (- 1,8 %), évolution toujours plus faible que celle enregistrée en région Centre (- 4,7 %). Au plan national, la stabilité l'emporte.

LES PROGRAMMES COLLECTIFS DOPENT LES MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS

La construction de nouveaux logements a encore atteint des **sommets** durant le printemps dans notre département, avec la mise en chantier de **651 unités supplémentaires** ③. Sans renouveler le score exceptionnel du 1^{er} trimestre, les **maisons individuelles** sont toujours à un niveau élevé (445). Les **programmes collectifs** ont de leur côté concrétisé les promesses contenues dans les permis délivrés précédemment, avec **206 logements** commencés. En **cumul annualisé** sur 12 mois, ce sont **2 119 nouveaux logements** qui ont été mis en chantier il s'agit du **meilleur total** des 10 dernières années; il dépasse de 19,7 % le résultat de la période antérieure (+ 16,9 % pour les maisons individuelles, + 37,4 % pour les appartements). La baisse s'accroît a contrario en région Centre (- 6,6 %). Le niveau des **autorisations délivrées** en Loir-et-Cher au 2^e trimestre est dans la lignée des précédents. **Aucune baisse d'activité** n'est donc à redouter pour le secteur d'autant que la mise en oeuvre du PRU tire le domaine de la construction vers le haut.

Toujours un peu en retrait au 1^{er} trimestre, le marché de **l'immobilier ancien** ④ s'est montré une nouvelle fois **très actif** entre avril et juin. Le montant des transactions a retrouvé son meilleur niveau à **183 M €**, soit 12,2 % de plus en trois mois. Il est par ailleurs **supérieur de 7,5 % à celui du printemps 2006**. En **cumul sur 12 mois**, le total général (709 M €) **dépasse de 4,3 %** celui de la période antérieure.

Réalisé avec le concours financier du Conseil général.

Directeur de la publication: Alain Quillout - Tirage: 600 exemplaires - Conception/réalisation: Observatoire - Impression Alleaume - Dépôt légal à parution - ISSN N° 1278-6950